

	<p style="text-align: right;">Secrétariat général</p> <p style="text-align: right;">de la zone de défense et de sécurité Sud</p> <p style="text-align: right;">Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud</p>
---	--

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Accord-cadre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert :

**RELANCE ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE COMPOSITE A BONS DE COMMANDE
RENOUVELLEMENT DU CONTRAT MULTITECHNIQUE DU COMMISSARIAT DE POLICE DE
NOAILLES A MARSEILLE (13)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Référence publique : **SGAMISUD-AOO -2024-12-125**

Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales.....	4
1.1	Objet de l'accord cadre	4
1.2	Durée de l'accord cadre et délai d'exécution	4
1.3	Reconduction	4
1.4	Engagement sur un montant maximum annuel.....	5
1.5	Condition d'affermissement des tranches	5
1.6	Modalités d'émission de bons de commande.....	5
1.7	Redressement ou liquidation judiciaire	5
1.8	Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre	5
2	Pièces contractuelles.....	6
3	Conditions générales d'exécution.....	6
3.1	Clause sociale	6
3.2	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	6
3.3	Obligations générales des parties.....	7
3.4	Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	7
3.5	Protection de l'environnement	8
3.6	Provenance et choix des matériaux et produits.....	8
3.7	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	8
3.8	Essais et épreuves des matériaux et produits	8
3.9	Réunions	8
3.10	Documents fournis après exécution.....	8
3.11	Garanties.....	8
4	Conditions particulières d'exécution	8
4.1	Bons de commande	8
4.2	Conditions de livraison	9
4.2.1	Emballage	9
4.2.2	Transport.....	9
4.2.3	Livraison	10
4.2.4	Documents à fournir.....	10
4.3	Garantie.....	10
4.4	Langue.....	11
4.5	Responsabilités et obligations particulières.....	11
5	Constatation de l'exécution des prestations.....	11
5.1	Définition et respect des délais d'exécution	11
5.2	Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives	11
5.3	Admission, ajournement, réfaction ou rejet.....	11
6	Prix	11
6.1	Unité monétaire, nature et contenu des prix	11
6.2	Forme du prix	12
6.3	Modalités de révision des prix.....	12
6.3.1	Révision des prix.....	12
6.3.2	Clause de sauvegarde	13
6.4	Evolution de gamme	13
7	Clause de financement et de sûreté	14
7.1	Retenue de garantie	14
7.2	Avance	14
8	Modalités de règlement des comptes	14
8.1	Présentation des demandes de paiement	14
8.2	Modalité de paiement	15
8.3	Modification des coordonnées.....	15
9	Pénalités.....	15
9.1	Modalités d'application des pénalités	15
9.2	Pénalités	16
10	Clause de réexamen.....	20
11	Résiliation	20

12 Droit et langue	21
13 Dérogation au CCAG FCS	21

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la maintenance multi-technique du commissariat de police de Noailles à Marseille (13).

Lieux d'exécution :
Commissariat de police de Noailles
66-68 La Canebière
13001 Marseille

La superficie sur laquelle porte l'opération est de 5 402,89 m² de SHON.

Cet accord cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations qui seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les codes CPV relatif aux prestations de l'accord-cadre est le suivant :
50324200 - Services de maintenance préventive (code principal)
50700000 - Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Le titulaire devra assurer le chantier en site occupé.

1.2. Durée de l'accord cadre et délai d'exécution

Cet accord-cadre, conclu en raison du caractère récurrent des prestations, est initialement prévu pour une durée ferme d'un (1) an. Il est renouvelable trois (3) fois, par reconduction tacite, pour des périodes successives d'un an, selon le calendrier suivant :

- **Du 1er avril 2025 au 31 mars 2026** : période initiale (durée ferme) ;
- **Du 1er avril 2026 au 31 mars 2027** : première reconduction ;
- **Du 1er avril 2027 au 31 mars 2028** : deuxième reconduction ;
- **Du 1er avril 2028 au 31 mars 2029** : troisième reconduction.

Si la notification de l'accord-cadre intervient après le 1er avril 2025, la durée ferme commencera à la date effective de notification.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas reconduire le marché, par décision expresse notifiée par écrit au titulaire, **avec un délai de préavis de 2 mois avant la date d'échéance.**

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non reconduction du marché.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre.

1.3 Reconduction

L'accord cadre est renouvelable 3 fois pour des périodes d'un an par **reconduction tacite.**

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas reconduire l'accord cadre, par décision expresse notifiée par écrit au titulaire, avec un délai de préavis de deux mois avant la date d'échéance.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non reconduction de l'accord cadre.

1.4 Engagement sur un montant maximum annuel

Le présent accord cadre comprend un engagement sur un montant maximum annuel HT de commandes en application du 2° de l'article R2162-4 du code de la commande publique avec un montant maximum annuel de 51 000 € HT, soit 61 200 € TTC, pour la partie à bons de commande, auquel s'ajoute le montant de la part forfaitaire.

1.5 Condition d'affermissement des tranches

Sans objet.

1.6 Modalités d'émission de bons de commande

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Toutes les prestations feront l'objet de bons de commandes avant exécution. Ils seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution sera fixé en conséquence dans le bon de commande.

1.7 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.8 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution de l'accord cadre, la déclaration de sous-traitance devra être adressée à l'adresse ci-dessous :

Par courrier en original :

Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'intérieur sud
Direction de l'immobilier – Pôle Qualité
299 Chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

Par courriel adresser à : sgamisud-di-cellulequalite@interieur.gouv.fr

et Par courriel en copie à : marie-edwige.olivier@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CPP.

Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché ;
- Le mémoire technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

3 Conditions générales d'exécution

3.1 Clause sociale

Sans objet

3.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ☒ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché,
- ☒ Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- ☒ Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- ☒ A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- ☒ A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant par le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

3.3 Obligations générales des parties

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché le concernant ou concernant l'un de ses sous-traitants et qui se rapportent, de façon générale, à toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

3.4 Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes. Le titulaire est garant de son personnel et s'engage à fournir les moyens humains et logistiques

nécessaire à la livraison des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre. Le titulaire doit

prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel que des tiers. Il est tenu de respecter les lois, règlements

et traités internationaux en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail.

Le titulaire doit se conformer à la législation sociale en vigueur, notamment en matière de détachement transnational de salariés. Il devra tenir à la disposition de l'acheteur l'ensemble des déclarations et justificatifs correspondants.

En cas de travail dissimulé, sur simple constatation écrite d'un agent de contrôle ou d'un agent

de l'acheteur, le titulaire est tenu de faire cesser sans délai cette situation et d'informer l'acheteur des suites données. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation, dans un délai de deux mois à compter de la date de la constatation, l'acheteur procède à la résiliation du contrat pour faute du titulaire, sans indemnités et à ses frais et risques, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants des obligations susmentionnées et est directement responsable du respect, par ses sous-traitants, des lois et règlements en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Tous les agents du titulaire en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise et présenter une tenue correcte.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, le titulaire s'engage à remplacer la personne absente et assurer l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par l'acheteur.

3.5 Protection de l'environnement

Il sera fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

3.6 Provenance et choix des matériaux et produits

Matériel conforme aux normes CE et NF.
Voir le CCTP

3.7 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Emplacement.
Il n'est pas prévu d'aires de stationnement avec des aires de stockages et carrières.

3.8 Essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP détermine les modalités de vérification, d'essai et d'épreuve, tant quantitatives que qualitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise, en outre, quels matériaux, produits et composants de construction feront, le cas échéant, l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités pratiques de ces vérifications ou surveillances de la fabrication.

3.9 Réunions

- Réunions bimestrielles de contrôle et de suivi des opérations de maintenance préventive,
- 2 réunions annuelles faisant un point exhaustif sur l'état des installations et la programmation d'opérations de mise à niveau nécessaires du point de vue de fonctionnement ou de la réglementation.

3.10 Documents fournis après exécution

- DIUO
- Plans et DOE mis à jours en cas de modifications des appareils ou équipements consécutive aux interventions du titulaire.

3.11 Garanties

Garanties prévues à l'art 33 du CCAG FCS.

4 Conditions particulières d'exécution

4.1 Bons de commande

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande aura lieu lors de la survenance du besoin.

La personne habilitée à signer les bons de commande sera le représentant de l'acheteur.

Ce bon de commande sera transmis au titulaire par mail.
Le bon de commande portera les mentions suivantes :

- ☐ Les références du marché ;
- ☐ la nature de la prestation ;
- ☐ le lieu de livraison de la commande ;
- ☐ le montant du bon de commande (HT /TTC / TVA applicable)
- ☐ le délai de livraison de la commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces conditions, l'acheteur se réserve le droit de refuser la livraison.

4.2 Conditions de livraison

Les modalités de livraison sont indiquées dans ce paragraphe

Les livraisons sont effectuées franco de port et d'emballage dans les différents sites concernés par l'accord-cadre.

Les matériels, les documentations, les licences initiales et les évolutions des matériels fournis sont délivrés au nom de l'acheteur.

4.2.1 Emballage

Le prestataire devra s'assurer que l'emballage garantit le bon acheminement des approvisionnements concernés (polystyrène, carton adapté, etc.).

L'emballage des matériels est à la charge du fournisseur.

Pour emballer ses fournitures, le titulaire est incité à utiliser des matériaux recyclables ou bénéficiant d'un écolabel garantissant le respect de l'environnement.

En toute hypothèse, le titulaire devra reprendre ses emballages après livraison.

4.2.2 Transport

Le titulaire est responsable du mode de transport des produits dans les conditions fixées à l'article 20.3 du CCAG-FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Pour réaliser la livraison, le prestataire est incité à utiliser des véhicules qui fonctionnent avec des énergies propres.

4.2.3 Livraison

Les lieux et dates (ou délais) de livraison seront mentionnés dans chaque bon de commande. Ils présentent un caractère objectivement impératif. Tout retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations fera l'objet de pénalités dans les conditions prévues à l'article 6.2 du présent CCAP.

Le titulaire a l'obligation d'assister les services de l'acheteur afin de respecter les délais et les conditions matérielles de livraison des approvisionnements.

Les livraisons devront être effectuées dans tout site de l'acheteur dont l'adresse sera précisée au bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne pourra pas être facturée à l'acheteur.

Les livraisons s'effectuent pendant les jours et heures ouvrables. Les horaires de réception vous seront communiqués pour chacun des lots ultérieurement.

Les colis doivent être remis au correspondant du site par les livreurs au lieu précis indiqué sur le bon de commande.

Au cours des livraisons dans l'enceinte du site, le personnel titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par l'établissement. Le cas échéant, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants pour l'obtention d'habilitations nécessaires à l'accès au site.

Les accès au site étant réglementés, les agents du titulaire doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils remettent en cas de réquisition de personnel en faction. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte des locaux de l'unité.

4.2.4 Documents à fournir

Pour chaque livraison, le titulaire devra remettre un bon de livraison sur lequel seront indiqués :

- Le nom de l'expéditeur,
- Le numéro de la commande
- L'adresse de livraison
- La date de livraison
- Le nombre de colis livrés
- La désignation et la référence du produits
- Les quantités livrées
- Les articles manquant restant à livrer

4.3 Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie, sans supplément de prix, dans les conditions définies ci-dessous.

Les matériels feront l'objet d'une garantie d'une (1) année dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS. Le titulaire est libre d'étendre ce délai.

4.4 Langue

Toutes les notices, conditions d'utilisations du matériel ou produit livré doivent être écrites en Français.

4.5 Responsabilités et obligations particulières

Sans objet.

5 Constatation de l'exécution des prestations

5.1 Définition et respect des délais d'exécution

Les échéances et les délais mentionnés dans les pièces du marché sont fermes et définitifs et devront être respectés par le titulaire, leurs sous-traitants éventuels et leurs partenaires impliqués par le projet.

En cas de prolongation du délai d'exécution, il sera fait application de l'article 13.3 du CCAGFCS.

Si les fournitures et prestations n'étaient pas exécutées par le titulaire aux échéances et dans les délais fixés par les pièces du marché et si, de ce fait, elles ne pouvaient pas être validées par l'acheteur aux dates prévues, le titulaire encourrait des pénalités fixées au présent CCAP et il serait tenu d'accepter sans condition de nouvelles dates choisies et fixées par l'acheteur.

Dans le cas où l'acheteur est contraint d'appliquer des pénalités, le titulaire est en tout état de cause tenu par les dates et les délais contractuels mentionnés au marché.

5.2 Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives

Les opérations de vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation réalisée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Elles sont réalisées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

5.3 Admission, ajournement, réfaction ou rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

6 Prix

6.1 Unité monétaire, nature et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le présent accord cadre est conclu pour partie à prix forfaitaire pour partie à prix unitaires.

Prestations forfaitaires :

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont réglées à prix global et forfaitaire. Ce prix comprend les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues explicitement au présent accord-cadre, à savoir toutes les dispositions prévues au CCAP et au CCTP.

Prestations hors-forfait :

Les prix des prestations hors forfait sont calculés sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU) ou sur devis accepté par la personne publique. Ces prestations sont mentionnées dans le CCTP et prévues dans le BPU.

Outre la fourniture des matériels, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage et au transport.

6.2 Forme du prix

Les prix sont pour partie à prix forfaitaire pour partie à prix unitaires et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont définitifs et révisables.

6.3 Modalités de révision des prix

6.3.1 Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix forfaitaires et unitaires seront révisés une fois par an à la date anniversaire de la notification de l'accord cadre, par application de la formule ci-dessous.

Formule :

$$P = P_o (0,15 + 0,70 \text{ ICHTTS1} / \text{ICHTTS1}_o + 0,15 \text{ FSD1} / \text{FSD1}_o)$$

P = prix révisé des prestations au début de la période de reconduction

P_o = prix des prestations au mois de la remise de l'offre, (mois «zéro») figurant dans l'acte d'engagement

ICHTTS1 = valeur de l'indice du coût horaire de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Electriques (ICHTTS1), paru au Moniteur du bâtiment et des travaux publics, au début de la période de reconduction.

ICHTTS1_o = valeur initiale de l'indice ICHTTS au mois zéro.

FSD1 = valeur de l'indice des prix des Frais et services divers paru au Moniteur du bâtiment et des travaux publics, au début de la période de reconduction.

FSD1_o = valeur de l'indice FSD au mois zéro.

La révision du prix ne pourra être prise en compte que si la demande a été dûment notifiée à l'acheteur avec **un préavis d'au moins trois (3) mois avant la date prévue pour son application.**

Pour être recevable, la demande de révision devra impérativement inclure :

- Le détail du calcul intégrant le coefficient de révision et les indices utilisés,
- Les annexes financières précisant les montants initiaux et révisés.

Sans transmission de ces éléments dans les délais impartis, les prix contractuels resteront inchangés.

Le titulaire devra informer le SGAMI Sud en transmettant sa demande :

Par courriel et courrier original à l'adresse suivante :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'administration générale et des finances
Bureau de la commande publique et des achats
299, chemin de Sainte-Marthe – CS 90495
13311 Marseille Cedex 14

Courriels :

- sgamisud-dagf-bcpa@interieur.gouv.fr
- sgamisud-dagf-bcpa-achat-execution@interieur.gouv.fr

En mettant en copie :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'immobilier

Courriels :

- sgamisud-di-cellulequalite@interieur.gouv.fr
- marie-edwige.olivier@interieur.gouv.fr

Les documents doivent être envoyés par courriel au représentant de l'acheteur au format PDF. En cas de multiples fichiers, il est recommandé d'utiliser un format compressé (« zip »).

6.3.2 Clause de sauvegarde

L'Administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, à la date contractuelle du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 % sur l'année civile.

6.4 Evolution de gamme

Dans le cas où, en cours de marché, le fournisseur ne serait plus en mesure de se procurer la gamme proposée au BPU, une proposition de gamme équivalente voire supérieure en valeur technique, sans changement des conditions financières et avec un délai de livraison identique sera proposée par le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire devra procéder à l'envoi au(x) représentant(s) de l'acheteur d'un courrier en recommandé avec accusé de réception 1 mois avant la mise en place de cette nouvelle gamme, mentionnant :

❑ Les justifications du changement de gamme ;

2 Les références exactes du ou des nouveaux produits accompagnées des fiches techniques correspondantes.

L'acheteur se réserve la possibilité d'accepter cette proposition d'évolution qui sera alors contractualisée par avenant.

7 Clause de financement et de sûreté

7.1 Retenue de garantie

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie dans les conditions et sous réserve des exceptions prévues par l'article R.2191-34 du CCP.

Conformément à l'article R.2191-32 La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie est de 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Ce taux est de 3% quand le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

7.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du CCP. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

NB : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au code de la commande publique.

8 Modalités de règlement des comptes

8.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP.

Tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro.

Site dédié : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

Contenu de la facture :

Outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

- Eléments d'identification du titulaire (siret..)et ses coordonnées bancaires ;
- le rappel intégral du libellé du matériel qui lui est lié ;
- le service concerné par la facture,
- le prix hors taxes, la T.V.A applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- le libellé exact du marché concerné et
- les références du bon de commande émis par l'administration
- les références exactes des lignes du BPU concernées par la facture ;
- **le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;**
- **le code du service exécutant : MISPLTF013**
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- Le cachet de l'entreprise.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : **11000201100044**

8.2 Modalité de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire après émission de l'ordre de payer par l'ordonnateur.

8.3 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

9 Pénalités

9.1 Modalités d'application des pénalités

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans les bons de commandes émis par l'acheteur au titre de cet accord-cadre.

Le calcul des pénalités s'opère à chaque fois que les dates et les délais contractuels seront dépassés par le fait exclusif des prestataires du marché, qu'il s'agisse des titulaires ou des éventuels sous-traitants.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront retenues par le comptable public sur les montants à régler.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, en aucun cas les pénalités ne seront plafonnées ou exonérées.

9.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations contractuelles découlant des dispositions du présent accord-cadre par le fait du titulaire, celui-ci encourt sans observations préalables de l'acheteur, l'application de pénalités dont le montant forfaitaire est détaillé ci-dessous.

Les pénalités s'entendent pour chaque manquement dûment constatée par le pouvoir adjudicateur. Elles sont cumulables entre elles. Le point de départ du calcul des pénalités de retard, court à compter du jour calendaire suivant celui où l'évènement justifiant l'application de cette pénalité, est survenu.

Dans le mémoire technique, l'entrepreneur devra assurer le chantier en site occupé ; c'est un élément imposé pour cette consultation.

Des pénalités sont appliquées au **titulaire** en cas de non-respect des engagements contractuels.

Pénalités relatives à l'entretien multitechnique et second œuvre

- Définition des pénalités

Ces pénalités portent sur :

- 1) l'interruption de fonctionnement et de service
- 2) la dégradation des conditions d'environnement
- 3) la conséquence d'une défaillance sur l'activité
- 4) la fréquence des pannes
- 5) le non-respect des moyens minimaux contractuels
- 6) le retard dans l'exécution de la maintenance préventive
- 7) le dépassement des délais d'intervention
- 8) la non remise des documents
- 9) la non restitution des installations en bon état en fin de contrat
- 10) la non remise des documents techniques en fin de contrat
- 11) le dépassement du délai de dépannage
- 12) le non-respect de l'exploitation du système de GMAO
- 13) l'absence aux réunions programmées

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

Le **titulaire** s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par tous moyens écrits : courrier, courriels, lettre recommandée, compte-rendu des contrôles contradictoires. Ces pénalités sont déduites sur la facturation du mois en cours et si nécessaire du mois suivant. En effet, dans le cadre de la GMAO, le dispositif de blocage de l'émission du nouveau planning mensuel « N+1 » tant que l'intégralité du programme de

maintenance préventive du mois « N » n'est pas exécuté, permet d'additionner les pénalités d'un mois sur l'autre.

Par trimestre, les pénalités sont limitées à un maximum de 15% du quart du prix global et forfaitaire annuel hors taxe du marché.

Lorsque ce taux est atteint, le client peut résilier de plein droit le présent contrat, sans aucune indemnité et les pénalités appliquées lui resteront acquises.

Le **client** notifie les pénalités au **titulaire** par mail, au plus tard trois (3) jours suivant le fait générateur de la pénalité.

Sans contestation dans les cinq (5) jours ouvrés après réception du mail, les pénalités sont considérées comme acceptées par le **titulaire**.

L'application de ces pénalités n'exonère pas le **titulaire** de la réparation du préjudice subi pour son montant effectif au cas où sa responsabilité serait engagée.

Les pénalités décrites ci-après sont révisables dans les mêmes termes que le forfait de rémunération annuel et sont déduites sur le montant Hors taxes de la facture.

- **Conséquence d'une défaillance sur l'activité informatique du site**

Pour chaque mise hors service d'une entité informatique appartenant au **client** (serveur, autocommutateur, etc.) due à une défaillance imputable au **titulaire**, une pénalité de ***mille cinq cent (1 500) euros Hors Taxes sera appliquée par heure d'arrêt.***

- **Interruption de fonctionnement et de service**

En cas de défaillance imputable au **titulaire** pour toute autre raison que les cas de force majeure, toute interruption de fonctionnement ou indisponibilité totale ou partielle des installations considérées comme essentielles confiées au **titulaire** entraîne les pénalités suivantes :

14) Non fonctionnement des groupes électrogènes : **neuf cents (900) euros Hors Taxes par rupture, puis par heure.**

15) Perte totale d'électricité sur un TGBT : **neuf cents (900) euros Hors Taxes par rupture, puis par journée d'arrêt.**

16) Perte partielle d'électricité sur une armoire : **cent cinquante (150) euros Hors Taxes par rupture, puis par journée d'arrêt.**

17) Panne de climatisation prolongée mettant en péril le fonctionnement des serveurs et absence de réactivité pour mise en œuvre de moyens de remplacement.

Ex: climatisation mobile provisoire de secours. **trois cents (300) euros Hors Taxes par rupture, puis par journée d'arrêt.**

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte serait prise en considération.

Les manquements prolongés sont notifiés au **titulaire** par un constat établi sur place et signé des deux parties. Le **titulaire** est tenu d'y remédier dans un délai de quarante huit (48) heures, les pénalités prévues continuant à courir.

Passé ce délai, le **client** peut prendre, au frais du **titulaire**, les mesures nécessaires par d'autres moyens afin d'obtenir le fonctionnement normal des installations.

- **Fréquence de panne**

En cas de 3 pannes identiques sur le même équipement en moins de quatre (4) semaines, le **titulaire** se voit appliquer une pénalité égale à : **cent cinquante (150) euros Hors Taxes**.

- **Non-respect du personnel minimum**

L'absence de plus de vingt quatre (24) heures, sans remplacement du personnel minimum requis, ainsi que le non-respect de la qualification de ce personnel, seront sanctionnés par une pénalité égale à : **cent (100) euros Hors Taxes par demi-journée d'effectif minimal non respecté**.

- **Retard dans l'exécution de la maintenance préventive.**

Le personnel du **titulaire** doit mettre à jour la base de données du logiciel de GMAO au fur et à mesure de l'exécution des opérations de maintenance, et doit faire chaque mois un état précis au **client** du retard éventuel.

Le système de GMAO « bloquant » interdit toute édition de planning de maintenance préventive du mois « N+1 », tant que les opérations du mois « N » ne sont pas exécutées, cumulant ainsi les pénalités.

En cas d'accumulation d'un retard de plus de deux (2) semaines dans l'exécution de la maintenance préventive par rapport au planning prévisionnel établi, une pénalité de **deux (200) euros Hors Taxes est appliquée par jour de retard excédant le seuil**.

En tout état de cause le **titulaire** doit s'organiser pour que tout retard soit résorbé dans un délai maximum d'un (1) mois à compter du constat du retard.

- **Délai de remise en état définitive**

La remise en état définitive de fonctionnement s'entend comme la remise en état permettant de retrouver les équipements selon leurs spécifications initiales.

En cas de retard dans la remise en état définitive, après panne des matériels ou équipements, ou fonctionnement défectueux dû à la panne de l'un des composants, le **titulaire** subit une pénalité modulée suivant le type de matériel ou équipement concerné et appliquée dans les conditions suivantes :

α) les matériels ou équipements considérés comme essentiels

Pour application du marché, sont considérés comme essentiels, tous les matériels ou équipements suivants :

18) Les équipements rattachés à l'alimentation générale (transformateur, cellule HT, TGBT, etc)

19) Le groupe électrogène

20) Les moyens d'accès au bâtiment (portes automatiques, barrières et systèmes de contrôle d'accès)

21) Les équipements de traitement thermiques autonomes ou raccordés sur la boucle d'eau des PAC terminales des locaux « Télécom / Autocom (A011) ; CORSICA / MCIC (B015), SR ?? (B012) ; SR 12 (B147) ; SR11 (B110) ; SR 13 (B139) ; SR 23 (D114) ; SR 21 (B332) ; serveur PJ (B243) ; SR 22 (B222) ; SR 24 (local situé au 2^{ème} étage aile est) »

22) Equipements des locaux de sureté de quelques natures qu'elles soient

23) Toute installation de toute nature, climatisation, électricité, serrurerie, eau, EU, etc, susceptible de bloquer le fonctionnement des locaux stratégiques : « Télécom / Autocom (A011) ; CORSICA / MCIC (B015), SR ?? (B012) ; SR 12 (B147) ; SR11 (B110) ; SR 13 (B139) ; SR 23 (D114) ; SR 21 (B332) ; serveur PJ (B243) ; SR 22 (B222) ; SR 24 (local situé au 2^{ème} étage aile est) »

Cas n° 1 :

Pour les matériels ou équipements mentionnés ci-dessus et qui entrent dans le cadre d'un équipement unique associé à une fonctionnalité unique, le **titulaire** disposera d'un délai de deux (2) jours ouvrables à compter du constat contradictoire pour effectuer la remise en état définitive.

Cas n° 2 :

Si une fonctionnalité est assurée par des équipements redondants, le délai dont le **titulaire** disposera est fixé à vingt (20) jours ouvrables. Pendant ce délai, la fonctionnalité sera assurée par l'un des équipements redondant.

Cas n° 3 :

Dans le cas d'équipements redondants, si une fonctionnalité n'est plus assurée que par le dernier équipement redondant et que celui-ci est défaillant, le **titulaire** est soumis aux délais définis dans le cas n° 1.

β) Autres matériels ou équipements

A compter du constat contradictoire de la panne, un délai de vingt (20) jours sera accordé au **titulaire** pour effectuer la remise en état de fonctionnement.

Passé ce délai, il est appliqué une pénalité uniforme de : **cent cinquante (150) euros Hors Taxes par jour et par matériel ou équipement, jusqu'à remise en état de fonctionnement.**

Une réparation concernant le remplacement d'un élément dont le coût unitaire est inférieur à trois cents (300) euros Hors Taxes devra être réalisée en moins de 6 jours ouvrables.

Passé ce délai, il est appliqué une pénalité uniforme de : **cent cinquante (150) euros Hors Taxes par jour et par matériel ou équipement, jusqu'à remise en état de fonctionnement.**

χ) Prolongation des délais

Les délais fixés aux paragraphes a) et b) sont prolongés des délais d'approvisionnement dûment justifiés pour les matériels ne figurant pas au stock. Il n'y a pas de prolongation de délai pour du matériel dont le prix est inférieur à cent (100) euros Hors Taxes.

Les délais d'approvisionnement sont communiqués au **client** dans les huit (8) jours qui suivent le constat de panne.

Dans le cas où les réparations nécessitent des travaux de génie civil, des manutentions importantes ou des autorisations spéciales, les délais fixés aux paragraphes a) et b) peuvent être prolongés par le **client** sur proposition du **titulaire**.

- **Non-remise de document d'exploitation à fournir**

Le **titulaire** se voit appliquer une pénalité de : **cent (100) euros Hors Taxes par compte-rendu non remis dans les délais suivants :**

24) Une (1) semaine pour les comptes-rendus d'incidents, les plannings de maintenance et les compte-rendu d'activité, le planning de nettoyage et le cahier de transmission.

25) Deux (2) semaines pour les comptes-rendus mensuels.

26) Trois (3) semaines pour les comptes-rendus annuels ou semestriels.

- **Non-restitution des installations en bon état en fin de contrat**

En cas de non-restitution des installations en bon état le dernier jour du contrat, sera appliquée au **titulaire** une pénalité de : **1/12^{ème} du montant annuel Hors Taxes du contrat.**

Cette pénalité peut s'ajouter au plafond maximal fixé pour les pénalités.

- **Non-restitution des documents techniques en fin de contrat**

En cas de non-restitution définis, des logiciels et bases de données renseignées de la GMAO, le dernier jour du contrat, sera appliquée une pénalité égale à : **5% du prix global et forfaitaire annuel du marché total.**

- **Non-respect de l'exploitation de la GMAO**

Si en cours d'exploitation, la mise à jour de tous les fichiers du système de GMAO n'est pas effectuée rigoureusement le dernier jour de chaque mois, il est appliqué une pénalité de : **cinquante (50) euros Hors Taxes par jour de retard.**

Si le programme de mise en place de la GMAO n'est pas respecté, il est appliqué à chacune de 8 phases décrites dans le paragraphe « Délais de mise en service » du chapitre « Exploitation du Progiciel de GMAO » du présent document de pénalité, de : **mille (1 000) euros Hors Taxes par mois de retard**

Cette pénalité est limitée à 25 000 euros.

- **Absence aux réunions programmées**

L'absence du représentant du **titulaire** et/ou responsable de site **titulaire** aux réunions programmées impliquer une pénalité de : **cent (100) euros Hors Taxes par retard ou absence.**

10 Clause de réexamen

La clause de réexamen suivante s'appliquera dans le cadre de ce marché.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire du marché et le représentant de l'acheteur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution du marché.

Pourront notamment être abordés à cette occasion :

❑ Ajouts ou modifications de prix unitaires ou de références de produits,

❑ Ajouts de nouveaux sites ou de nouvelles installations techniques,

❑ Prolongation des délais d'exécution.

❑ Lorsque des circonstances imprévues surviennent en cours d'exécution et ont une influence sur l'exécution du marché.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

11 Résiliation

Les dispositions du CCAG – FCS s'appliquent.

12 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

13 Dérogation au CCAG FCS

CCAP	CCAG – FCS
Art.1.8 du CCAP relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Article 3.6.2
Art 9.1du CCAP relatif au modalité d'application des pénalités	Article 14.1.2 Article 14.1.3
Art. 9.2 du CCAP relatif au pénalité de retard	Article 14.1.1